



PROCLAMATION DU ROI,

Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, relatif à l'inscription des Citoyens actifs, sur le Registre de service des Gardes Nationales.

Du 18 Juin 1790.

VU par le Roi le Décret dont la teneur suit.

DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 12 Juin 1790.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète :

1°. Que, dans le courant du mois qui suivra la publication du présent Décret, tous les Citoyens actifs des villes, bourgs & autres lieux du Royaume, qui voudront conserver l'exercice des droits attachés à cette qualité, seront tenus d'inscrire leurs noms, chacun dans la section de la ville où ils seront domiciliés, ou à l'hôtel commun, sur un registre

qui y fera ouvert à cet effet pour le service des Gardes Nationales.

2°. Les enfans des Citoyens actifs, âgés de dix-huit ans, s'inscriront pareillement sur le même registre, faute de quoi ils ne pourront ni porter les armes, ni être employés même en remplacement de service.

3°. Les Citoyens actifs qui, à raison de la nature de leur état, ou à cause de leur âge & infirmités, ou autres empêchemens, ne pouvant servir en personne, devront se faire remplacer, ne pourront être remplacés que par ceux des Citoyens actifs & de leurs enfans qui seront inscrits sur ces registres, en qualité de Gardes Nationales.

4°. Aucun Citoyen ne pourra porter les armes, s'il n'est inscrit de la manière qui vient d'être réglée; en conséquence, tous corps particuliers de Milice bourgeoise, d'Arquebusiers, ou autres, sous quelque dénomination que ce soit, seront tenus de s'incorporer dans la Garde Nationale, sous l'uniforme de la Nation, sous les mêmes drapeaux, le même régime, les mêmes Officiers, le même Etat-major. Tout uniforme différent, toute cocarde, autre que la cocarde Nationale, demeurent réformés aux termes de la Proclamation du Roi. Les drapeaux des anciens corps & compagnies seront déposés à la voûte de l'Eglise principale pour y demeurer consacrés à l'union, à la concorde & à la paix.

LE ROI a accepté & accepte ledit Décret pour être exécuté suivant sa forme & teneur. En conséquence, Sa Majesté mande & ordonne à tous les Corps ad-

ministratifs, Municipalités, Commandans des Gardes Nationales, de tenir la main à son exécution, & à tous autres de s'y conformer. FAIT à Saint-Cloud, le dix-huit Juin mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi. DE SAINT-PRIEST.

Transcrite, oui & ce requérant le Procureur-Général-Syndic, sur les Registres de l'Administration du Département de l'Yonne, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & imprimée; & copies envoyées aux Districts & Municipalités du Ressort, pour être transcrite sur leurs Registres, lue, publiée & affichée. A Auxerre, ce 29 Juin 1790. Signé, FOACIER, Secrétaire.

